

délais quand elle n'a pu, ou n'a pas voulu, se conformer aux dates limites qu'elle avait elle-même acceptées. La société de pipe-line n'a sûrement pas besoin de menacer les membres de la Chambre et le Gouvernement ou de nous sommer, d'adopter la mesure avant le 7 juin, ou d'en subir les conséquences!

C'est traiter bien cavalièrement le Parlement et c'est une déplorable façon de traiter avec l'État! Le Gouvernement devrait avoir le courage de dire à cette société et à tous les intéressés: "A notre avis, il s'agit d'une entreprise nationale d'une haute importance. Les députés devront d'abord peser mûrement la question puis, une fois rendu le verdict du Parlement, nous irons de l'avant."

Au lieu de cela, le Gouvernement impose cette fausse date limite, invoque l'impossibilité d'obtenir du tuyautage, etc., et prétend de la sorte entraîner l'adhésion de l'opposition et aussi des simples ministériels. Ceux-ci sont comme nous, bâillonnés, ligotés, contraints d'appuyer le Gouvernement sur une question qui ne leur sourit guère.

En troisième lieu, que le Gouvernement réussisse ou non dans sa tentative de précipiter brutalement l'adoption de la mesure, il a déjà perdu la partie sur ce point. Les Canadiens sont indignés, irrités, de voir que le Gouvernement demande au Parlement de lui permettre de retirer 130 millions du Trésor public pour établir un monopole privé, mais surtout de voir que le Gouvernement a la monumentale audace de dire à la Chambre: "Nous avons conclu une convention, qui ne fait même pas partie du bill à l'étude, qui peut changer et varier au gré du Gouvernement, sans que l'on consulte le Parlement; aussi faudra-t-il vous lier et vous bâillonner, vous les représentants du peuple, de sorte qu'après une certaine date, vous n'aurez plus à exprimer d'opinions."

Le public canadien ne tolérera pas cela, et saura le faire voir dès qu'il en aura l'occasion. Je crois aussi que le public canadien n'est pas très fier de voir que les députés ministériels et nos amis créditistes se sont contentés de jouer le rôle d'instruments de Murchison et de valets de Tanner.

**Le très hon. M. St-Laurent (premier ministre):** Monsieur le président, certains députés qui ont pris la parole au comité ont dit qu'ils ne comprenaient pas très bien ce que signifiait au juste la déclaration que j'ai faite, à l'ouverture de la séance de lundi, à propos du temps disponible pour le débat sur le bill du pipe-line, quand j'ai employé les mots "on aura toute la semaine pour le faire passer par le reste de ses étapes".

Le reste des étapes du bill représentait l'étude en comité de tous les articles et la troisième lecture du bill. A ce propos, je

[M. Zaplitny.]

tiens à bien préciser qu'il aurait été possible, et qu'il serait encore possible, pour les honorables vis-à-vis, tout simplement en remettant successivement à plus tard l'examen des articles du bill restant à étudier, de ramener le comité, de façon tout à fait régulière, à l'examen de l'article 1<sup>er</sup>, s'ils estiment que c'est là le moyen le plus efficace de poursuivre le débat.

Tous les membres du comité auront compris que, comme le Gouvernement n'a pas donné avis hier en vertu de l'article 33 du Règlement, nous ne sommes pas maintenant en mesure de mettre aux voix la troisième lecture du bill avant lundi soir, ce qui est un jour de plus que le temps dont je disais qu'on disposerait dans ma déclaration de lundi dernier. Autrement dit, l'opposition est maintenant en mesure de prolonger le débat sur le bill pendant une journée de la semaine prochaine, quel que soit le désir du Gouvernement en la matière.

Depuis la présentation de cette mesure, le Gouvernement fait tout son possible pour donner à l'opposition le maximum de temps compatible avec la date limite qu'il doit respecter pour étudier le bill à toutes ses étapes, dont l'une des plus importantes est l'examen en comité plénier. Nous espérons que le bill serait étudié en comité mercredi dernier et, les députés s'en souviennent, à la levée de la séance de mardi, la Chambre avait annoncé que la mesure serait étudiée mercredi. Or ce n'est certainement pas la faute du Gouvernement si la mesure n'a pas été étudiée mercredi après-midi.

Mais tout cela est fini, et je tiens à signaler au comité qu'afin d'accroître le temps à notre disposition pour l'étude en comité nous, qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, sommes disposés à siéger ce soir et toute la journée samedi, si les honorables députés veulent accepter à l'unanimité un ordre spécial de la Chambre prescrivant que l'étude en comité se terminera à la fin de la séance de samedi, et que les autres étapes de l'étude du bill se termineront à la fin de la séance de lundi prochain.

Cette façon de procéder accorderait deux jours de plus pour l'étude en comité si les honorables vis-à-vis le désirent.

**M. Fleming:** A ces conditions.

**Le très hon. M. St-Laurent:** J'ai noté non sans quelque étonnement, ce que l'honorable député de Rosetown-Biggan a dit en terminant le discours qu'il a prononcé en comité lundi. Il disait, et je me reporte à la page 4558 des *Débats*:

J'espère sincèrement, parce que cela n'est pas dans l'intérêt bien entendu du Canada, que l'opposition sera assez forte pour empêcher l'adoption du pipe-line avant la date limite.